

Dès les origines, la démocratie est confrontée à deux problèmes de représentation. Le premier réside dans la contradiction entre l'égalité de tous et l'accès à des responsabilités gouvernementales de certains qui, pour reprendre l'expression de George Orwell dans *La Ferme des animaux*, sont donc plus égaux que les autres. Le second est celui de la représentation de toutes les opinions, en ce sens non pas qu'elles doivent s'imposer toutes, ce qui est impossible, mais qu'elles doivent toutes être débattues.

La démocratie athénienne avait résolu le double dilemme en organisant la discussion entre toutes les opinions sur l'agora, où tous les citoyens pouvaient se rendre, ce qui répond au second problème, et en élisant pour de courts mandats, de six mois à un an, les responsables auxquels on adjoignait un contrôleur financier particulièrement regardant, ce qui limitait leur pouvoir et répondait en partie au premier problème. Dans les temps modernes, la solution athénienne n'a plus été possible pour deux raisons, l'une de dimension, des millions de citoyens ne pouvant plus s'assembler sur une agora pour discuter des mesures à prendre, et l'autre de gestion de la société, devenue plus complexe, ce qui a imposé des mandats plus longs, donc moins contrôlables.

Historiquement, plusieurs solutions ont alors été mises en place. D'abord, (...) la représentation des opinions par des partis. Mais, d'une part, le contact de ces derniers avec la population s'est amenuisé, et, d'autre part, étant donné les progrès de l'égalité et de l'éducation, les opinions se sont diversifiées, au point que les partis auraient dû faire de même pour continuer à les représenter (leur éclatement actuel dans la plupart des démocraties en est le symptôme).

La carence de la représentation a favorisé son rejet, sous la forme d'une demande de démocratie directe par laquelle le peuple exercerait le pouvoir sans intermédiaires, où donc les deux problèmes posés par la représentation qui ont taraudé les démocraties depuis deux siècles seraient tout simplement évacués, où l'on retournerait à l'agora éventuellement virtuelle grâce aux nouvelles possibilités de la communication et où l'on légiférerait par référendum. Plusieurs expériences récentes ont montré l'impasse à laquelle menait le fantasme d'une nouvelle agora : les mouvements des places en Turquie, en Égypte et au Maghreb, *Occupy Wall Street*, *Nuit debout*, par exemple. L'égalité et la discussion de toutes les opinions y étaient plus ou moins effectives, mais une méthode pour prendre les décisions

et les faire appliquer n'a pas pu être dégagée et ne pouvait pas l'être. Or gouverner, c'est décider.

Pour pallier le déficit de la décision, les mouvements populistes ont mis en avant le recours au référendum d'initiative populaire. À son appui, l'exemple des votations en Suisse est souvent cité. Celles-ci sont possibles dans un pays décentralisé où 90 % de la dépense publique est du ressort des cantons. Le rejet d'une votation ne condamne pas le parti qui l'a lancée car, dans chaque canton, les partis au pouvoir ont pu se positionner quel que soit le résultat global, et ainsi n'être pas désavoués. En revanche, dans un État centralisé, comme on l'a vu, les référendums tournent en général à un vote pour ou contre le pouvoir en place. De Gaulle en 1969 sur la régionalisation et Cameron en 2016 sur le Brexit en ont fait les frais. Il est d'autre part impensable de gouverner seulement par référendum, tant les problèmes à résoudre sont nombreux et complexes.

S'il n'y a pas d'intermédiaires, pas de représentants, si les référendums ne permettent pas de gouverner dans la durée, qui prend la décision, qui agit une fois que l'on a proclamé le pouvoir direct du peuple ? La réponse empirique a été claire dans les régimes populistes comme dans les partis populistes qui n'ont pas accédé au pouvoir : un chef. Cela est inévitable car logique. Tous les membres du peuple étant égaux en droit puisqu'il n'existe plus de corps politique intermédiaire, chacun est le peuple à lui seul, le chef comme tous les autres. En vertu du postulat d'homogénéité du peuple, celui qui prend le pouvoir ne représente pas le peuple, n'est pas choisi par lui, il *est* le peuple. (...) Le trio peuple-homogénéité-chef est une conséquence du refus de la représentation. Cette fusion écarte le premier problème de la représentation, celui de l'inégalité du pouvoir des représentants et des représentés. Il écarte aussi le second problème, celui de la discussion. Le chef ne discute avec personne ou avec lui-même puisqu'il est à la fois seul et tous par définition.

(...) la fusion entre le peuple et le chef se traduit par un biais cognitif grave, la confusion entre le particulier et le général. Puisque le chef est un membre du peuple et le peuple tout à la fois, il n'y a plus de distance entre le cas individuel et la proposition générale. L'accumulation d'exemples, notamment de faits divers, est aussitôt convertie en cas général. Si un immigré viole une jeune fille, tous les immigrés sont traités de violeurs, comme le fait l'AfD. Si un populiste entre dans un wagon de métro où se trouvent déjà une dizaine d'Africains, il

affirme aussitôt que tous les passagers du métro sont des Noirs. Par un raccourci mental, le refus de la représentation politique s'est étendu à la négation de la représentation statistique. Dès que l'on cite un chiffre, les populistes le récuse par un cas particulier. Les instituts de statistique sont traités de menteurs et d'incapables. Plus profondément, ils sont inutiles car les solutions sont considérées comme allant de soi. Zsolt Enyedi rappelle que Viktor Orbán a refusé de débattre à la télévision avec ses adversaires lors de la campagne électorale hongroise sous le prétexte qu'il n'y avait rien à discuter puisque les solutions étaient simples et évidentes.

Reste une difficulté majeure : qui fait partie du peuple ? Dans les démocraties représentatives, ce sont les électeurs, donc tous les citoyens. Cela pourrait continuer d'être eux dans la démocratie directe des populistes. Cependant, l'hétérogénéité des citoyens est trop visible, ainsi que les désaccords entre eux, pour maintenir la fiction de l'homogénéité. Afin d'instaurer cette dernière, celle qui réduit tout cas particulier au cas général, il faut donc contourner la citoyenneté. Sans exception, tous les partis populistes le font en définissant le peuple non pas par ses membres, mais par ce qui constitue son opposé, l'oligarchie pour les partis populistes de gauche, l'immigration pour ceux de droite.

(...) Dès lors, l'immigration est l'antipeuple par construction. Elle devient la cause universelle et unique, le pivot auquel s'articulent toutes les récriminations et les propositions des populistes de l'extrême droite, le motif de tous leurs griefs comme la raison qui dicte les mesures à prendre à son encontre. Leur liste est fournie : les immigrés sont la cause de l'insécurité, ils remplissent les prisons, ils commettent les crimes dont des viols, ils prennent le travail des autochtones, leur concurrence fait baisser les salaires, ils viennent pour profiter des mesures sociales et provoquent le déficit de la sécurité sociale, ils alimentent le trafic de la drogue, ils attaquent les policiers et les pompiers, etc. Sans l'invocation de l'immigration, l'ensemble des mesures proposées par les partis populistes n'aurait pas de cohérence et déferait les possibilités de financement. (...) Pour les populistes, le moyen est toujours le même et très simple : arrêter l'immigration et éventuellement expulser les immigrés.

(...) Montrer que l'immigration n'est pas conforme à l'image qu'en donnent les populistes revient à détruire le paradigme, donc à supprimer ce qui établissait la cohérence de leur programme. On n'a aucune chance d'être entendu par eux. C'est comme si l'on expliquait à un chrétien que le

Christ n'est pas le fils de Dieu, mais un simple humain.

Le mensonge sur l'immigration qui constitue l'armature ou la colonne vertébrale du populisme d'extrême droite se communique à l'ensemble de leurs argumentations et à la façon dont ils qualifient les informations et les faits prouvés de *fake news*, par un retournement du jugement porté sur eux. Ils sont certes aidés dans cette besogne par les réseaux sociaux, mais ceux-ci ne sont pas les premiers responsables du fait. Ils fournissent une caisse de résonance. Dès lors, le rejet de l'immigration est hors sol. Il n'a plus besoin d'être en rapport avec la présence des immigrés à tel ou tel endroit. Ainsi s'explique que dans aucun pays il n'ait été possible de trouver une correspondance, localement, entre la proportion d'immigrés et l'importance du vote en faveur des partis populistes de droite et d'extrême droite. Les populistes ont ôté l'immigré du terrain pour le mettre dans la tête de leurs partisans. Or, il est beaucoup plus difficile de changer ce qui est dans la tête que ce qui se trouve sur le terrain.

Hervé LE BRAS, *Le Grand Enfumage*, 2022.

Vous ferez un **résumé** de ce texte de 1 428 mots en 100 mots \pm 10 %.

Marquez les dizaines de mots et indiquez le **décompte** total à la fin de votre copie.

Les formules caractéristiques doivent impérativement être **reformulées**.

Appuyez-vous sur les **liens logiques** du texte, explicites ou implicites, et **faites des paragraphes**.

Prévoyez **une marge** d'au moins 5 ou 6 cm, et **sautez des lignes**.

Il est interdit d'utiliser un stylo-plume ; utilisez un **stylo-bille ou un feutre de couleur bleu ou noir**. Pas de blanc machine, ni d'effaceur.